

## **Droit à la ville et démolition de monuments : étude de cas dans la ville d'Abidjan**

*Par :*

**Barnabé Cossi Houédin**

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire*

**N'Guessan Daniel Djédjé**

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire*

### **Résumé**

L'article a pour objectif de comprendre les sens donnés au droit à la ville à travers la démolition de monuments dans la ville d'Abidjan. De façon spécifique, il permet d'une part, d'analyser les enjeux et les risques plus ou moins méconnus qui sous-tendent une telle pratique. Il est aussi question d'examiner d'autre part, les influences de ceux-ci sur la qualité et le renouvellement de la vie urbaine. Inscrites dans l'approche qualitative, les données collectées ont été essentiellement obtenues par les techniques de l'observation directe et d'entretiens semi-dirigés auprès d'un échantillon de 30 individus. Les résultats de l'étude montrent que, derrière la démolition de monuments et les enjeux qui les accompagnent, le droit à la ville se pose comme une stratégie de valorisation de l'identité du parti au pouvoir. S'agissant des risques, ils contribuent à faire remarquer l'instabilité des formes urbaines, indiquer le caractère éphémère des contraintes morales et organisationnelles dans les changements urbains en cours. En somme, en logeant le droit à la ville dans le prisme de monuments détruits, ce travail propose d'en faire une lecture à la fois favorable à la redéfinition de l'espace urbain, à sa réappropriation et à la reconstruction des rapports de force au sein de la ville en faveur du parti au pouvoir.

**Mots clés :** Démolition, Droit, Monument, Pouvoir, Ville.

## Introduction

En Côte d'Ivoire, surtout depuis l'avènement du multipartisme en 1990, il est devenu courant d'entendre dire que le contrôle des villes ou de leurs espaces publics est un enjeu qui s'inscrit particulièrement dans les luttes politiques. Conformément donc à cette idée courante, au cours de la crise militaro-politique de 2000 à 2010, la ville d'Abidjan a été l'objet d'une politique d'embellissement au travers de monuments<sup>1</sup> (Kamaté, 2014). Celle-ci était le reflet de la mainmise du régime du FPI<sup>2</sup> de l'époque sur son espace géographique (Houédin et N'guessan, 2018) ; politique d'ailleurs encouragée par le Gouverneur de la ville issu de ce parti. Avec le changement de régime en 2011, d'autres pratiques similaires ont suscité des restructurations considérables sur le même espace urbain. Par exemple, en plus de contrôler le Gouvernorat du District, la coalition<sup>3</sup> politique au pouvoir dirige<sup>4</sup> aussi les dix communes de la ville d'Abidjan. Bien plus, tout comme l'ont fait leurs prédécesseurs du FPI, les nouveaux animateurs de la vie politique ont inscrit la ville dans une autre singularité qui se traduit par la démolition de monuments. Et, à y voir de près, il semble avoir des ressemblances entre ces deux manières de conduire les politiques urbaines en question.

Ainsi, contrairement à la période de crise (2002- 2010) où le régime de Gbagbo Laurent faisait la promotion de monuments édifiés sous l'idéologie nationaliste (Houédin et al, (à paraître)), l'arrivée au pouvoir de la coalition RHDP en 2011 est marquée par la démolition desdits monuments (Djidji, 2011). Une telle intervention publique dans la ville, tout en instituant de nouvelles pratiques, semble en effet ne pas être déconnectée d'un processus de renouvellement urbain fondé sur la remise en cause de l'histoire de la ville en rapport avec l'image valorisante de ces infrastructures. Bien qu'étant enchâssée dans un contexte politique dit « sensible », elle s'accompagne de fait par des logiques dites catégorielles en lieu et place des attentes de réconciliation escomptées. La modification de la cartographie des monuments de la ville qu'elle a favorisée y reste l'un des principaux indicateurs (Houédin et N'guessan, 2018, op cit).

Plus loin, si sous le régime de Gbagbo Laurent, l'édification des monuments était perçue comme un acquis lié à la légitimation et à la reconnaissance urbaine ou comme un principe d'intégration et d'attractivité, sous le régime RHDP par contre, la démolition de ces monuments est vécue comme une forme de réactivation de droits dans la ville (Spire et al, 2014). Ce qui cache en réalité un nouveau contrat social, du moins, un autre contrat politique.

<sup>1</sup> Entre 2001 et 2005, à l'image du « monument des martyrs », plusieurs monuments ont été édifiés sur l'espace urbain abidjanais. Les plus connus sont : « le monument de la liberté » (Yopougon), « le monument des éléphants dont les trompes se coupent » (Port-Bouet), « le monument les Mille Générations » (Plateau) et encore le « monument du rond-point de Cocody- Saint Jean », symbolisant la rupture des liens de l'esclavage ou de la servitude. Ces monuments sont détruits depuis le changement de pouvoir en 2011.

<sup>2</sup> Front Populaire Ivoirien. Il s'agit du parti dont est issu le Président Gbagbo Laurent. Ses sympathisants sont considérés dans la ville d'Abidjan comme ceux qui ont toujours été attachés à faire la promotion des monuments édifiés sous son règne et même après sa destitution.

<sup>3</sup> Il s'agit du RHDP : Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix. Cette coalition était initialement composée de cinq (5) partis politiques : le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), le Rassemblement Des Républicains (RDR), l'Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), le Mouvement des Forces Avenir (MFA) et l'Union pour la Cote d'Ivoire (UPCI). Elle a été créée en 2005 pour les besoins de lutte du pouvoir et de compétition électorale en rapport avec le régime de Gbagbo Laurent. Depuis 2011, il est dirigé par le RDR d'Alassane Ouattara, le parti au pouvoir. Dans un passé plus récent (juillet 2018), elle a connu des bouleversements internes et s'est recomposée en fonction de nouveaux enjeux de pouvoir.

<sup>4</sup> Sur les dix communes de la ville, six (6) sont tenues par le PDCI (Treichville, Port-Bouet, Plateau, Marcory, Cocody et Koumassi) et les quatre autres par le RDR (Abobo, Yopougon, Adjamé et Attécoubé).

Depuis donc l'éviction de Gbagbo Laurent en 2011, ledit contrat politique semblerait offrir un nouveau mode d'organisation sociale. Ainsi, sur la base du renouvellement des rapports de force historiques à l'œuvre entre le parti déchu (le FPI) et celui en place (le RDR), ledit contrat politique est injecté dans la ville (Célius, 1998). Affichée d'ailleurs comme une contrainte pour le régime d'Alassane Ouattara, cette offre politique est replacée dans un contexte urbain où son accompagnement et les principes de participation à la vie de la ville d'Abidjan qui la mettent en valeur semblent essentiellement être reconstruits en faveur du RDR.

En outre, pour atteindre ses objectifs de « ville émergente », le nouveau régime s'efforce de mettre en place ce contrat politique entre l'Etat et la ville, contrat singulièrement caractérisé par des traits spécifiques. Il y a entre autres, le regain à présenter les monuments édifiés sous l'ancien régime comme des monuments de « mauvaise » réputation. Sous ce rapport, l'un des aspects phares de la matérialisation dudit contrat a surtout été de mettre en relief d'autres formes socio-spatiales valorisant l'identité du RDR. A ce titre, dans la commune de Yopougon par exemple, le site sur lequel a été bâti la « Statue de la liberté » est devenu le rond-point du boulevard Alassane Ouattara. Une stèle y a même été dressée pour signifier le baptême du boulevard du nom du nouveau Président au pouvoir (Houéidin et N'Guessan, op cit). A la Riviera Palmeraie, dans la commune de Cocody, un monument est édifié en son honneur et le site qui l'abrite baptisé de son nom. Enfin, dans la commune d'Abobo, un autre « monument de martyrs » est porté à la connaissance des riverains. Il est amovible et annuellement brandi par le pouvoir d'Alassane Ouattara (Houéidin et als, (à paraître)). Toutes ces façons de marquer à nouveau l'espace urbain abidjanais, loin d'être comptées parmi les facteurs qui fragilisent la cohésion de la ville, sont de préférence élevées au rang des « projets d'urgence » au sein de la ville. Elles contribueraient plus ou moins, en ce sens, à asseoir non seulement d'autres principes de compétitivité dans la ville, mais aussi à avoir le contrôle de son embellissement (Dessouroux et al, 2009). Que ce soit au plan institutionnel ou social, l'accompagnement d'un tel projet se veut l'une des priorités de la reconstruction post-crise.

Dans ces multiples expressions de marquage, cette nouvelle politique de la ville permettrait d'afficher des actes « de mépris » ou encore les traces « d'actes inamicaux », « d'hostilité » dont ces monuments font l'objet. A ce niveau, s'agissant du « monument des martyrs » par exemple, il est encore possible de constater dans la ville que les restes de ce monument ont subi récemment des graffitis lors de la dernière édition du MASA<sup>5</sup>. Ce qui permet de dire que même dans cet état de ruines, son influence dans la ville est toujours d'actualité. De toute façon, depuis 2011, ces restes de l'édifice ont continué à essuyer d'autres « actes d'agressions »<sup>6</sup> qui illustrent davantage leur délaissement, l'état de « désastre » et de « pitié » dans lequel ils se trouvent.

---

<sup>5</sup> Marché des Arts du Spectacle Africain

<sup>6</sup> Même si ces actes paraissent sous une publicité plus ou moins productive, contrairement à la renommée nationale et aux valeurs morales voulues par les promoteurs du monument, ils frisent la « banalisation, l'indignation et l'ironie ».



*Source : Houédin, Mars 2018*

**Photo 1 :** *Aperçu d'un acte de violence perpétré sur les murs qui encadraient le « Monument des martyrs ».*



*Source : Houédin, Septembre, 2018*

**Photo 2 :** *Les murs du « monument des martyrs » sous un autre décor illustrant les mêmes actes de violence dont son site fait l'objet.*

Plus qu'une simple politique de mise à l'écart des monuments édifiés sous l'ancien régime, la nouvelle politique de la ville est perçue par les sympathisants de l'ancien parti au pouvoir comme pourvoyeuse d'exclusion sociale. Ils la présentent ainsi comme un contrat urbain n'envisageant pas l'égalité des chances à valoriser l'identité de toutes les familles politiques dans la ville. Considéré comme tel, il est supposé ne pas offrir d'opportunité pour reconstruire les rapports de confiance entre eux. Au contraire, sa tendance serait en toute logique de

renforcer leurs frontières identitaires (Szary, 2011). En dépit donc de son caractère novateur dans la ville, il n'a que soulevé autant de controverses et consolidé non seulement les incertitudes, le manque de confiance envers l'Etat, mais aussi engendré les réticences aux appels à entrer au gouvernement de « réconciliation » chez certains<sup>7</sup> animateurs du FPI (Lopes, 2016). Ainsi, contrairement au fait qu'il soit la source de valorisation de nouveaux droits chez leurs rivaux du RDR, ils le considèrent comme le moyen adéquat pour dépouiller la ville du patrimoine monumental que leur parti lui a légué. Sa mise en œuvre a donc réussi à effacer les legs en monuments sculptés par lesquels l'ancien pouvoir voulait à la fois favoriser la compétitivité de la ville et préserver son autonomie au plan international (Peyroux, 2016).

Concernant le « monument des martyrs », l'enquête exploratoire a particulièrement révélé qu'à travers l'attachement à ses ruines, les « fidèles » de Gbagbo Laurent s'efforcent toujours de présenter la ville comme la scène où doivent être valorisées les multiples identités de partis politiques, sans distinction et sans préférence de modèle urbain. Pour ce faire, les ruines illustrées plus-haut en image restent continuellement un modèle de référence du nationalisme qu'ils proclamaient. Bien plus, rangées à la limite d'une histoire urbaine et nationale sur laquelle elles ne sont plus supposées avoir d'emprise, leur abandon par le nouveau régime est promu comme un succès politique. Il serait du moins vanté comme le triomphe du droit des sympathisants du parti au pouvoir dans la ville d'Abidjan (Morange et Spire, 2014).

Cette description de la façon dont les volontés d'affirmation de droit dans la ville sont récupérées dans le champ politique, cela, dans l'optique de renouveler ces usages<sup>8</sup> ne saurait être accompagnée d'enjeux manifestes ou non. Il en est de même des éventuels risques<sup>9</sup> qui s'y rattachent. Au regard donc des pratiques de la gouvernance de l'espace urbain abidjanais depuis 2011, la question de recherche de cette étude est ainsi formulée : que cachent les expressions du droit à la ville liées à la démolition de monuments sur l'espace urbain abidjanais ? Quels sont les enjeux et les risques de cette valorisation de droits dans la ville ? L'objectif de cet article est donc de comprendre les significations associées aux expressions de droit dans la ville chez les sympathisants du RDR. De façon spécifique, il s'agit d'analyser d'une part les enjeux et d'autre part, les risques d'une telle légitimation de droits à partir du cas particulier du « monument des martyrs ». La démarche proposée pour atteindre ces objectifs est ci-dessous exposée.

## 1. Cadre de référence théorique et méthodologie

### 1.1. Cadre de référence théorique

---

<sup>7</sup> Il faut dire à cet effet que depuis la fin du règne de Gbagbo Laurent en 2011, le FPI a été divisé en deux factions : une tendance dirigée par Pascal Affi N'Guessan et l'autre conduite par Aboudramane Sangaré. Cette dernière tendance, qualifiée de radicale, refuse toute participation à une quelconque élection sans la libération des prisonniers politiques de leur parti. Pour le sens commun, ce principal argument cacherait aussi des non-dits allant dans le sens de lutter contre les normes ou les pratiques dont le but serait de déconstruire la « bonne » visibilité de leur parti sur l'espace urbain.

<sup>8</sup> Ces usages sont soit individuels ou collectifs, soit en rapport avec l'espace public ou le patrimoine infrastructurel

<sup>9</sup> Le risque est dans cette étude appréhendé dans le sens que lui donne Borraz (2008, p 13). Pour lui, ce concept renvoie à « la qualité que l'on attribue à une activité, une substance ou une installation qui présente des incertitudes pour les intérêts, les valeurs ou les enjeux d'individus, de groupes ou d'organisations. On considérera donc le risque comme le résultat d'un processus de qualification dont l'enjeu est de réduire les incertitudes qui entourent une activité, une substance ou une installation de manière à rendre celle-ci contrôlable ».



Pour analyser les expressions de droit dans la ville en rapport avec la démolition de monuments, la présente étude passe par la théorie de désinvestissement (Cadiou, 1989, 1990 ; Sentis, 1999 ; Pasquet, 2004). Le désinvestissement est défini par Barreyre et Bouche (1977 : 11) en ces termes :

*« opération par laquelle un agent met fin à l'exploitation ou renonce à la détention d'un élément de son potentiel d'activité en vue d'une allocation de ressources qu'il juge préférable ».* Cette opération se fait en fonction de « ses aspirations, de ses critères d'efficacité et des contraintes que lui impose son environnement ». Quant à Niyubahwe (2007 : 25), il parle d'action de « restructuration visant pour une entreprise à se séparer d'une partie de ses actifs corporels et/ou incorporels pour des motifs stratégiques, organisationnels ».

Ce qu'il convient de retenir lors d'une pratique de désinvestissement, c'est plutôt la question de rupture avec un investissement antérieur pour un autre investissement. Il y a également les mouvements de désengagement et de redéploiement qui la caractérisent (Cadiou, 1990). Une telle pratique permet de toute évidence, de mettre en exergue des opérations prédominantes comme le contre-investissement. Elle est généralement présentée comme un outil de fabrication de la disparition, de l'effacement ou de l'usure vis-à-vis d'un objet. Par elle, sont également évoquées les idées de refoulement ou de retrait, les processus d'isolation et d'annulation, les mécanismes liés à la création de barrières (Schaeffer, 2013).

Pour les besoins de ce papier, l'accent est mis sur certains aspects du désinvestissement chez les auteurs cités plus-haut. A défaut donc des concepts initialement mobilisés par ces derniers, des correspondants conceptuels leur sont respectivement attribués. Chez Barreyre et Bouche par exemple, « rentabilité insuffisante » ; « pressions et sollicitation de l'environnement » ; « la mauvaise santé organisationnelle » sont remplacés par les considérations telles que « la non productivité », « les pressions et demandes liées au nouveau contexte urbain », « l'organisation ou les pratiques urbaines imparfaites ». L'étude procède par la même opération en parlant de « déséquilibre politique » chez Cadiou, « actifs non valorisables sur l'espace urbain » avec Sentis et de « mobilisation de ressources imparfaites », « valeur citoyenne marginalisant, stigmatisant » ou « valeur organisationnelle discriminant » chez Pasquet. L'accent est mis sur les enjeux associés à la pratique de démolition, les principes et valeurs qu'elle génère autant pour la visibilité du régime qui l'a initiée que pour la ville d'Abidjan. Il en est de même pour son impact sur l'aménagement de la ville et les nouvelles formes de structuration incitées en son sein.

## 1.2. Méthodologie

Les données mobilisées pour cette étude proviennent d'une recherche de Master (Konan, 2015). Elles ont été renforcées de 2017 à 2018, avec une collecte de données mettant spécifiquement l'accent sur les enjeux et risques liés à la destruction de monuments dans la ville d'Abidjan. En somme, les entretiens ont été menés auprès de 30 enquêtés. Le corpus d'information a été obtenu en considérant particulièrement deux (2) périodes. La première part de 2004 à 2010. Cette période a permis d'avoir les informations relatives à la première dégradation dont le « monument des martyrs » a été l'objet. La seconde période commence de 2011 à 2018 : période où les ruines dudit monument continuent de subir des actes de nature à porter atteinte à la réputation valorisante que lui voulaient ses promoteurs. C'est aussi la période de construction d'une politique de l'oubli autour de son existence (Houéidin et N'Guessan, (2018 à paraître)). En somme, l'étude de chacune de ces périodes renvoie aux différentes étapes du désinvestissement de ce monument dans la ville d'Abidjan.

La collecte des données s'est faite à la fois par des entretiens semi-dirigés et par le biais de l'observation directe. Deux techniques d'échantillonnage ont été simultanément mobilisées. A ce niveau, les procédés de l'échantillon accidentel<sup>10</sup> et ceux de l'échantillon « boule de neige »<sup>11</sup> ont été convoqués (Gauthier, 2003). Les divers participants à l'étude sont : d'abord les agents d'institutions publiques, notamment la Mairie d'Adjamé, le District d'Abidjan, le Ministère de la culture et le Ministère de la construction et de l'urbanisme (n= 6)). Ensuite, une population témoin divisée en deux groupes : d'une part, des membres de syndicats d'étudiants<sup>12</sup> de l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan (n=5) et d'autre part, des «titrologues»<sup>13</sup> dans la commune d'Adjamé (n=9). Cette série d'entretiens a surtout permis de saisir le point de vue d'experts et de riverains sur les significations et les risques liés à la destruction de monuments au sein de la ville. Enfin, incluses dans l'étude comme la population cible, les familles politiques opposées autour de la promotion du monument ont été aussi interviewées. A cet effet, une dizaine d'entretiens a été réalisée avec des membres dits influents de la jeunesse, de conseillers et d'autres leaders d'opinion du RDR et du FPI (n= 10).

La grille d'observation a permis de constater la façon dont les sites anciennement occupés par les monuments détruits sont réaménagés, parfois même requalifiés. A côté de ces derniers, se trouve un site en permanence délaissé. Ensemble, ces sites donnent de voir et de comprendre la construction d'une nouvelle forme de marquage de l'espace urbain abidjanais. Celle-ci doit contribuer à rendre visible l'identité du parti au pouvoir. L'analyse de contenu a été appliquée au corpus d'informations recueillies (Pires, 1997). Ce qui a permis de dégager les catégories analytiques suivantes : i) le droit à la ville et les enjeux liés aux monuments désinvestis ; ii) le droit à la ville et les risques liés aux monuments désinvestis.

## **2-Droit à la ville et les enjeux liés au désinvestissement de monuments**

Les enjeux identifiés sont de deux ordres. Il y a d'une part les enjeux identitaires et d'autre part, les enjeux politiques.

### **2.1- Les enjeux identitaires**

S'agissant des enjeux identitaires, les données de l'enquête permettent de révéler que les expressions du droit à la ville s'y référant se déclinent sous deux aspects. En Premier lieu, il est question de construire une image de marque du parti au pouvoir dans la ville. En deuxième lieu, il s'agit de reconstruire la démolition de monuments comme un outil de réappropriation de l'identité de la ville.

La construction d'une image de marque du parti au pouvoir dans la ville renvoie à une sorte de maximisation de l'identité du RDR dans la ville d'Abidjan. Pour l'histoire, sous le régime de Gbagbo Laurent, la présence des monuments qui ont été édifiés dans la ville en question était chargée de « fortes » symboliques. Ces dernières y ont contribué à façonner des identités collectives. L'exemple le plus significatif a été le cas du « monument des martyrs ». En tant qu'instrument de pouvoir, il a été à la fois doté de significations religieuse, politique, culturelle et organisationnelle ou encore institutionnelle (Houédin et al.). Prenant appui sur ces significations, l'ancien parti au pouvoir a eu le privilège d'être considéré comme le parti

<sup>10</sup> Cette technique a été surtout appliquée pour les catégories de population telles que les « titrologues ». Elle consiste à interroger les individus au fur et à mesure qu'ils se présentaient aux lieux de vente de journaux.

<sup>11</sup> Ce deuxième support a été mobilisé pour les catégories de population telles que les agents d'institutions publiques, les syndicats d'étudiants et les familles politiques rencontrées.

<sup>12</sup> Lire Houédin et al, 20018

<sup>13</sup> Lire Houédin et al, ibidem

dominant dans la ville. En tant que tel, sous l'idéologie de l'Etat, il a pris son ascendance politique sur les partis adverses (Addi, 1993).

Ainsi, l'édification du « monument des martyrs » a conféré l'identité de dominés aux partis d'opposition d'alors. Sa promotion a corrélativement refoulé au second plan la visibilité de ces partis. Mieux, elle a masqué la lutte qu'ils menaient pour valoriser leur appartenance à la ville. Afin donc de rompre avec les avantages que l'existence de ce monument a apporté aux sympathisants de l'ancien parti au pouvoir, ses caractères de monument militant, engagé ou encore de monument de propagande politique ont été ciblés et oblitérés. La volonté de reconstruire une image de marque du nouveau parti au pouvoir va ainsi s'appuyer sur cette ressource afin de repenser ses fonctionnements, son positionnement politique dans la ville. Ce qui passe par le reclassement des légitimités initialement établies autour de lui ; arguments d'ailleurs soutenus par cet enquêté dans ces propos :

*« ... chaque régime a sa façon de marquer l'espace et d'actualiser l'histoire de son règne...celui-ci (parlant du RDR) a choisi de se rattraper en donnant un nouveau visage aux riverains...A la prise du pouvoir, le parti a donc décidé de faire prévaloir sa façon de voir l'embellissement de la ville, faire connaître aussi son histoire et celle de son leader qui a beaucoup souffert avant d'arriver à cette place (...)...Ils (parlant des promoteurs du monument ) n'ont pas tenu compte des partis minoritaires de l'époque pour le construire (...)Le RDR a aussi ses martyrs. Ils sont au cimetière d'Abobo et d'Anyama. Le parti a aménagé des espaces carrés pour eux et c'est là-bas que nous allons les commémorer (...) Ce n'est pas dans la ville » (Extrait d'entretien avec l'un des Responsables de Commission E du RDR)*

A l'analyse, il ressort de ce verbatim que, c'est par la mise en place de procédés contraires que le nouveau régime s'attèle à distinguer le parti auquel il est rattaché. Il use, pour ce faire, de son désintérêt au monument ou à ses ruines comme ressource pour reconstruire sa notoriété. Il s'agit pour le RDR de se donner une figure de parti dominant avec le statut de premier rang qu'il revendique dans la hiérarchie politique d'après crise. Ce qui lui permet de se redéfinir dans une sorte d'ascension politique où la mobilisation de nouveaux signes distinctifs propres à ce parti va à l'encontre de ceux de la déchéance dans laquelle il était rangé sous le régime passé. En effet, à l'époque de Gbagbo Laurent, l'identité dominante qui a été rattachée à la promotion du monument est celle du FPI. Celle-ci aurait contribué à donner à ce parti une valeur centrale dans l'ensemble urbain. Contrairement à ce fait, l'identité des rivaux tels que le RDR et les autres partis de la coalition RHDP fonctionnait comme étant périphérique. Avec leur ascension politique, les positions ont été inversées (Sélimanovski, 2009).

Convaincu qu'en mettant l'accent sur le centre et la périphérie, le contrôle de l'espace urbain lui reviendrait de facto, le pouvoir d'Alassane Ouattara a mis à profit cette réorganisation spatiale. L'idée est de reconstruire le leadership du RDR dans la ville. Ce qui permet non seulement de lui accorder une place centrale dans les prises de décisions en matière d'embellissement, mais aussi d'insister sur le fait que depuis la recomposition desdites positions, les processus identitaires impliquant les systèmes d'appartenance à la ville doivent se faire en revendiquant la justice en sa faveur (Lefèvre, 1968 ; Ginisty, 2018). Cette façon de faire n'est pas anodine. Elle a surtout des ressemblances avec la manière dont les pratiques de légitimité du FPI ont été orchestrées par la promotion du monument entre 2001 et 2010. Si au cours de cette période, l'espace urbain est resté le reflet des symboles de l'ancien parti au



pouvoir, le renouvellement de ces symboles se fait au travers d'un autre marquage du même espace par l'identité du parti au pouvoir.

*« La ville est devenue un intérêt politique. C'est dans son évolution qu'on voit les questions de leadership maintenant. Pour le RDR, détruire, c'est effacer les traces de ses adversaires, ce qui veut dire qu'ils n'ont rien réalisé. S'il détruit qu'il n'a rien réalisé, on pourra pas les comparer. Mais s'il ne détruit pas, on va toujours les comparer. Il détruit pour une satisfaction morale, au moins, il sait que les futures générations ne verront plus ces œuvres qui pourraient contribuer à valoriser l'autre parti » Extrait d'entretien avec agent X, Mairie d'Adjamé*

S'agissant de la démolition de monuments comme outil de réappropriation de la ville, la revalorisation de l'image du RDR y est perçue comme un produit d'appel. Particulièrement promue pour le marquage de la ville, cette pratique vient aussi se greffer sur l'idée d'imitation de la politique d'embellissement de la ville qui avait été encouragée sous le précédent régime. Elle part donc du fait que ce régime aurait valorisé son rapport à la ville en masquant la recherche de liens « forts » avec les électeurs qui l'occupent. Prenant appui sur cette réalité, pour le nouveau régime, il est question de démontrer comment il est possible de renforcer son électorat dans la ville en redéfinissant la valeur des monuments qui doivent y être acceptés. Ces derniers, tout en révélant un nouveau marquage de l'espace urbain, doivent contribuer au contrôle des espaces communs de la ville et de les mettre à profit dans le recrutement de l'électorat qui n'est pas encore acquis à sa cause.

En procédant par effacement ou abandon, le nouveau régime a jugé opportun de se réapproprier la ville en prenant appui sur les spécificités qui ont pu mettre en valeur les modèles de structuration liés à ces monuments. Si donc à l'époque de Gbagbo Laurent, l'usage stratégique de ces modèles a donné lieu à des formes d'institutionnalisation et de mobilisation collective dont les caractéristiques ont été associées à la ville, des expériences similaires sont menées pour refaçonner son identité. Le principe de base est que, dans le contexte de reconstruction post-crise, la ville d'Abidjan n'a surtout pas besoin du « label » de martyr comme pôle d'identification. Par un tel principe, la politique autour des monuments désinvestis a pris la forme d'une mobilisation politique. Comparée à l'époque de la crise, celle-ci devient d'ailleurs le principal atout par lequel la hiérarchie établie dans l'animation de la vie politique et la concurrence qui s'en suit au sein de la ville sont reconstruites au profit du RDR.

*« la destruction a apporté un air d'apaisement dans la ville. Depuis cette action, il y a un renouveau dans l'atmosphère politique et sociale. C'est comme si des gens qui étaient auparavant emprisonnés peuvent parler à nouveau, ceux qui voulaient une évolution dans la ville ont retrouvé cette évolution... Cette démolition s'est faite comme une revanche et une vengeance de l'ancien parti de l'opposition... Si le monument était toujours présent et que le FPI célèbre chaque année les martyrs, cela deviendra un évènement national ... et ce fait gênera le RDR en ce sens que ce serait montrer la suprématie du FPI en Côte D'Ivoire... donc il faut montrer que le monument n'a aucune valeur et n'a pas d'importance. Il n'a pas sa place dans la ville d'Abidjan aujourd'hui parce qu'il rappelle toujours le FPI » Extrait d'entretien avec Titrologue B.*

Avec ce changement social et contrairement aux identités assignées à la ville sous le régime de Laurent Gbagbo, le désintérêt des monuments, les caractéristiques qui en découlent sont convoquées pour la réappropriation de l'identité de la ville. En la requalifiant de ville

« historiquement assiégée », cela a donné un sens honorifique à la politique d'effacement desdits monuments. Un tel sens, outre la distinction qu'il favorise dans la construction et préservation de l'unité des sympathisants du RDR traduit également, leur résistance à la mainmise de l'ancien pouvoir sur le marquage de la ville par ses référents identitaires. Sous cette dynamique, « nettoyer » les monuments du précédent régime a été ainsi assimilé à une politique de rénovation urbaine. Le choix de cette stratégie est surtout révélateur de l'histoire de ce parti avec l'ancienne politique de ville. Il se poursuit aussi bien par la permanente confrontation de cette même histoire avec celle des formes urbaines antérieures, des récits liés au précédent marquage de l'espace physique et de l'aménagement urbain (Petit, 2009)

## 2.2-Les enjeux politiques

Les enjeux politiques révélés par l'enquête sont de deux ordres : la modification des représentations du pouvoir, de la domination dans la ville d'une part et d'autre part, la modification des normes de l'intégration et de la citoyenneté urbaine.

La modification de la représentation du pouvoir et de la domination dans la ville : les données de l'étude ont montré que, chez les sympathisants du RDR, la présence des monuments cachait une sorte de pouvoir conféré au régime de Gbagbo Laurent. Les détruire, c'est donc renverser ce pouvoir et l'annihiler pour toujours. Il va alors de soi qu'une fois ce mythe de pouvoir reconstitué, les marges de manœuvre qu'il offre renforcent les nouvelles perceptions du pouvoir et de la domination, du moins dans la production de l'espace et la mise en scène du pouvoir dans la ville (Fauve et Gintrac, 2009). Cette argumentation est étayée dans les propos de cet enquêté :

*« Ils pensaient que sous les monuments, il y avait des forces surnaturelles qui maintenaient le pouvoir de Gbagbo Laurent. Ils ont alors détruit pour construire les ponts. Qu'est-ce qui prouve que ce n'est pas là-bas qu'ils cachent leur pouvoir aussi. Parce qu'on est en Afrique et, avant de faire quelque chose, il faut toujours des libations... Donc, leur pouvoir doit être dans la construction des ponts et routes puisqu'ils en font seulement. (...) Quand le pouvoir a basculé, il faut recréer les liens. On dit qu'il faut construire les ponts, arranger les routes, détruire les constructions anarchiques, indemniser certaines personnes de leur camps en laissant les autres qui sont proches de l'ancien pouvoir. Il faut travailler pour redresser l'économie si tu veux avoir une reconnaissance dans la ville. » Extrait d'entretien avec agent X, Mairie d'Adjamé*

A l'analyse de ces propos, il ressort l'idée qu'en changeant le mythe du pouvoir dans la ville, le régime d'Alassane Ouattara pense qu'il peut en toute légalité, défaire les infrastructures identitaires qui peuvent l'empêcher d'avoir une visibilité valorisante. De même, afin de découdre avec la domination orchestrée par le FPI à travers le marquage des sites découverts de la ville, la reconstitution du mythe du pouvoir est promue auprès de ses sympathisants comme le principal opérateur permettant de limiter la renommée du parti déchu. Outre donc le fait d'être une ressource de renouvellement des critères de citoyenneté dans la ville et la mobilisation de ces critères à des fins de contrôle social, elle est aussi un outil de contre-pouvoir des pratiques plus ou moins établies de l'ancien régime. Il est surtout invoqué pour neutraliser les influences culturelles, politiques et citoyennes qu'ils ont auparavant générées.

Le mythe du pouvoir modifié dans la ville est aussi un instrument de contrôle. Devenu un élément essentiel de sa mise en concurrence sur l'espace urbain, il est la manifestation d'un autre type de légitimité qui témoigne du renouvellement de la politique de la ville (Zanetti et

Nicolas, 2014). Dans le contexte de la transition sociale, les monuments désinvestis sont présentés comme les instruments d'une réappropriation transformatrice de la ville. Ils sont aussi révélateurs d'une reproduction des luttes de pouvoir en son sein. C'est un nouvel investissement de ressource qui fonde et donne sens aux droits des sympathisants du RDR à travers la production d'un autre ordre spatial (Costes, 2010 ; Morange et Spire, 2014).

S'inscrivant dans la même logique, tout se passe comme si des ordonnances plus ou moins formelles ont encouragé à inscrire « la neutralité » voulue pour ces monuments aussi bien dans les formes de mobilisations ethniques, les appartenances politiques que dans l'histoire de ses promoteurs. A ce titre, leur destruction a simultanément été rangée dans les processus marquant « la fin du règne » du Président Gbagbo Laurent (Tia, 2011). Mieux, à l'image des faits ethniques sur lesquels le FPI et le RDR projettent la marque de leur identité, les ruines du « monument des martyrs », tout comme l'ensemble des monuments détruits parce que n'ayant pas été le produit d'un consensus politique, n'ont pu bénéficier de la protection<sup>14</sup> du nouveau pouvoir (Hipper, 2011). Selon certains enquêtés, la nature de ce monument est le reflet des effets pervers de l'embellissement de la ville. C'est pourquoi, le caractère obligatoire de son rejet est justifié par le fait que son édification repose sur des stéréotypes, des préjugés encourageant le tribalisme et non sur une identification consensuelle de martyrs avérés. En conséquence, ces monuments ne peuvent être comptabilisés comme patrimoine de la ville d'Abidjan, encore moins classés au rang de patrimoine national. En guise d'illustration, ce témoignage ci-dessous reste une référence :

*« Ils (parlant des sympathisants du RDR) se disaient que ce monument est aussi l'aboutissement de l'ivoirité qui a été une politique de l'exclusion. (...) Contrairement à ce fait, si les monuments avaient été érigés à la suite d'un consensus, cela peut faire l'unanimité. Forcément tout le monde se reconnaîtrait dedans... Pour eux, c'est une partie (parlant du régime FPI) qui s'est levée et qui dit voici mes martyrs... Donc, de la manière qu'ils ont fait pour eux, chaque parti qui viendra fera du rattrapage. On détruit en disant que cela a été fait contre les dioula, contre leur parti le RDR, pour faire prévaloir dans l'espace culturel, politique de la ville, la figure de l'élite au pouvoir » Extrait d'entretien avec agent X, Mairie d'Adjamé*

Quant à la modification des normes rattachées à l'intégration et à la citoyenneté urbaine, il faut souligner que les normes en question sont surtout informelles. Quel que soit le point de vue convoqué, les données de l'enquête permettent d'affirmer qu'en cette période post-crise, à l'image du « monument des martyrs », toute la gamme des monuments édifiés par l'ancien régime n'a pas eu la caution de celui d'Alassane Ouattara. Considérées ainsi comme l'un des moyens par lesquels le premier s'est légitimé sur l'espace urbain abidjanais, les normes informelles et morales produites autour d'eux ont contribué à renforcer autant les expressions de citoyenneté et d'intégration dans ladite ville (Houédin et al, op cit).

Pour s'affranchir d'un tel mécanisme qui avait aussi des effets de contrôle, le manque de consensus qui sous-tendait leur édification est mise en avant. En tant que ressource, il a été convoqué dans le sens de maintenir la distance vis-à-vis de ces outils qui servaient à valoriser le champ du pouvoir ou de la citoyenneté dans la ville chez les « fidèles » de l'ancien pouvoir. La méfiance envers le premier cadre normatif autour des monuments a été donc progressivement remplacée par un autre ordre normatif déterminé à le rendre « caduc ». D'ailleurs, comme le soulignent les enquêtés, sous le régime Gbagbo, si l'insécurité due à

<sup>14</sup>La protection en question découle des règles produites par les institutions reconnues par le pouvoir public.

l'emploi, le chômage et la pauvreté ont favorisé le recrutement significatif de jeunes pour participer à la guerre (Banégas, 2010), dans la reconstruction post-crise, les victimes de ce « don de soi » ne sont plus désignés comme martyrs, ni comme des héros. Le pouvoir en place les a plutôt reconstruits comme des mercenaires (Mourre, 2016). C'est ce témoignage que rend cet enquête en ces termes :

*« en détruisant le monument, c'est pour montrer que le FPI n'existe plus. Ce sont plutôt ses représentations et sa politique dans la ville qui n'existent plus, ses marques par lesquelles on peut le voir toujours. C'est aussi une manière de ne pas reconnaître ses « martyrs » et de dire que ce sont des morts qui ne méritent pas d'être appelés ainsi, de dire qu'ils ne se sont pas battus pour une bonne cause. (...) En posant ces actes, c'est dire simplement que la présence du monument a dévalorisé l'image de la ville » Extrait d'entretien avec Titrologue A.*

Toujours dans l'optique de se reconstruire une image de marque auprès de ses sympathisants, le régime d'Alassane Ouattara a donc réussi à mettre en place un dispositif normatif facilitant l'actualisation de leurs droits dans la ville. En tant que réponse au cadre normatif qui cimentait la reconnaissance de leurs rivaux politiques sous le règne de Gbagbo Laurent, elle devient le lieu de production d'autant de principes contrastés que le pouvoir en place partage avec le parti auquel il est affilié. Ce sont entre autres, les principes du sacrifice, du martyr et de la défense de la ville qui sont remplacés par ceux de la promotion et de la compétence des jeunes au travail (MPJEJSC, 2016). L'idée véhiculée est que, même par la présence des ruines du monument par exemple, il existe toujours un fond identitaire « immuable » dans la ville. Celui-ci serait doué d'une capacité d'endoctrinement si l'on tient compte du lien établi entre son existence et les processus jugés improductifs de l'enrôlement de « jeunes patriotes » lors de la crise (Banegas, 2010). Encore, en opposant le principe de la promotion de « richesses culturelles » dites non durables à celui de la création de « richesses économiques », ce dernier principe est devenu le critère dominant du renouvellement de la ville.

Parlant des contradictions induites par ces principes, pour le nouveau régime, la présence des monuments ainsi que le cadre normatif qui l'a accompagnée devraient être confinés dans la mémoire collective du FPI et non dans celle de la ville. Les deux réalités étant différentes, elles doivent être valorisées selon des règles distinctes. De ce point de vue, les principes susmentionnés sont brandis comme étant en phase avec les engagements du Président Alassane Ouattara à protéger la diversité des identités politiques dans la ville. Pourtant, en tant que contre-pouvoir mobilisé pour renforcer la notoriété du RDR dans la ville, le cadre normatif qui les met en valeur est particulièrement travaillé. Le but serait de redéfinir les questions morales et citoyennes de son intégration en faveur des sympathisants de ce parti. Réorganisation qui présuppose d'ailleurs un nouveau type de fonctionnement et une invitation des « fidèles » de ce régime à consolider leurs profits dans la ville, cela aux dépens des adversaires politiques.

Voilées par les institutions urbaines et nationales, les expressions de citoyenneté qui sont rattachées à ce nouveau mode de fonctionnement sont menées sous la forme de revanche, de réparation, de ré-légitimation de l'identité du RDR dans la ville. En somme, eu égard au statut de catégorie défavorisée qu'il a occupé à l'époque de la crise et à sa récente position de parti dominant sur l'espace urbain, il est question d'offrir à ses sympathisants de réelles opportunités qui leur permettent de s'approprier leur vie de citoyens. Pour ce faire, le contexte concurrentiel de la reconstruction post-crise est l'occasion favorable pour démontrer qu'ils ont conquis le droit à une image valorisante, à une protection institutionnelle et politique dans

la ville d'Abidjan, à la reconnaissance de leur « titre de combattants pour la nation ». In fine, il s'agit de les motiver à la fois pour une participation effective à la vie sociale, culturelle ou encore politique (Giardinelli, 2018). Au nom des enjeux analysés, le parti au pouvoir revendique le contrôle de l'espace urbain comme un droit. Mais dans sa matérialisation, ce droit comporte des risques.

### 3. Droit à la ville et les risques liés à la démolition de monuments

Au regard des unités thématiques dégagées, deux types de risques ressortent des informations collectées. Ils sont d'ordre social et technique.

#### 3.1. Les risques d'ordre social

Dans ce chapitre, il faut savoir que, derrière les questions apparemment simples d'intégration et de cohésion, est logée une série de risques auxquels le renouvellement urbain est confronté. Le premier est la dévalorisation de la gouvernance de la ville et le deuxième porte sur la fragilisation de la cohésion urbaine.

Les données recueillies permettent de montrer que le premier cas de risques se décompose en trois sous risques : ceux liés à l'instabilité progressive liée à la gouvernance de l'embellissement de la ville, du morcellement de sa mémoire et de l'émiettement de son identité. Enchâssés dans le contexte de reconstruction post-crise, ces risques permettent de mettre en évidence que la gouvernance même de la ville est aussi bien enfermée dans des normes sociales, morales que dans des modes de reconnaissance partisane (Livet, 2012). Ces dernières possibilités sont du seul fait du parti au pouvoir. Elles visent la satisfaction de ses intérêts liés à son repositionnement et sa valorisation. Ces trois risques n'ont alors fait que générer une situation d'incertitude liée à la pérennisation des formes urbaines établies sous le pouvoir déchu. C'est ce que souligne cet enquêteur lorsqu'il affirme :

*« Chaque régime a tendance à marquer sa part ; d'où la succession de monuments dans l'espace. Chaque génération a sa couche de monuments... Sous Houphouët, des monuments ont été édifiés. Lors du règne de Bédié, c'est également la même chose. Sous Gbagbo, un autre type de monuments a émergé et disparu avec l'arrivée d'Alassane Ouattara. Si chaque régime doit détruire les monuments antérieurs, l'espace donnerait une figure tourmentée. Si cela doit être la règle d'urbanisation, on s'en sortirait pas avec un patrimoine fixe » Extrait d'entretien avec G, conseiller au siège du FPI.*

A l'examen, les enseignements tirés de cet extrait d'entretien sont multiples. D'abord, il en ressort que, le changement de régime, tout en ayant un impact sur la modification des ressources liées à la production des identités structurantes (surtout les identités de sites, de la ville ou encore collectives) dans la ville, continue d'alimenter les alertes relatives à sa « mal » gouvernance. Devenu d'ailleurs le problème central de l'actualité sur les dynamiques urbaines enclenchées à partir de 2011, il a généré autant de croyances portées sur la faiblesse des institutions de la ville, notamment celles ayant la charge de promouvoir les sous-cultures urbaines. La question de la gestion inadéquate des monuments sculptés continue de constituer l'un des principaux obstacles au développement urbain ou des indicateurs de sa fragilité.

La lecture du pouvoir et de la domination sur l'espace urbain montre ensuite que, les significations associées aux monuments désinvestis ne font que renforcer les inégalités identitaires. Les récits morcelés autour de ces infrastructures sont conditionnés et encadrés par



les différentes évolutions de la lutte politique menée par les partis en conflit. La distinction par la légitimation des rapports de pouvoir permet dans cette logique, de reconstituer le devoir de mémoire autour des « martyrs » en faveur du parti au pouvoir. Ainsi, sous l'idéologie de la bonne gouvernance, c'est plutôt ces caractéristiques identitaires qui sont associées à celle de la ville. Le plus important est de reconstruire l'histoire de la gouvernance de la ville tout en y intégrant des approches plus pragmatiques de son leadership, en considérant le rapport de pouvoir qu'il produit en fonction des situations du moment. Conformément à cette analyse, l'enquêté suit déclare :

*« Pourquoi certains hommes refusent qu'on retrace l'histoire de la ville à travers sa culture ? Pourquoi préférer des jets d'eau à la place de monuments qui retracent l'histoire de la ville ?...ils ont détruit pour reconstruire des ronds-points. Ils ont créé du vide alors que cela pouvait mettre en valeur l'identité de la ville... Maintenant c'est comme si la ville n'a plus de repère, de symboles mettant en valeur son histoire... La ville n'est plus vivante, elle est muette car son espace ne parle plus par les repères qu'on lui a dotés. Au plan culturel, détruire ces monuments est une perte...On pouvait dire c'est une culture de la ville ». Extrait d'entretien avec agent X, Mairie d'Adjamé.*

Les enquêtés ont également mentionné plusieurs pratiques socio-identitaires susceptibles d'être des risques permanents dans la fragilisation de la cohésion urbaine. A ce niveau, il ressort du corpus de données qu'en raison de la position stratégique occupée par tel ou tel leader de parti à telle ou telle époque, l'identité de martyrs est mobilisée à des fins concurrentielles. Une telle concurrence associée à l'ethnisation des pratiques autour de la démolition de monuments n'a que débouché sur des formes de desidentification. Pour atteindre cet objectif, les liens réels ou supposés avec les victimes de la crise ont été essentiellement manipulés. Ce qui fragilise davantage la cohésion urbaine. Avec ces manières de faire, le risque encouru porte sur la possibilité de ne plus avoir un bien commun dans la ville. Celui-ci est remplacé par d'éventuels bien ou droits sectaires où, les normes informelles justifiant la démolition de monuments déclassent un groupe d'intérêt de sa position marginale dans la ville et en reclasse un autre qui y perd son prestige (Peugny, 2007).

Par les risques liés à la fragilisation de la cohésion urbaine, se dévoilent alors les principales conceptions de l'identité urbaine et/ou nationale. Elles se modèlent surtout à partir du sens donné à la construction valorisante ou non d'infrastructures identitaires à caractère collectif. Les représentations partagées autour de telles infrastructures dépeignent sur la vie urbaine et son organisation et y dénaturent aussi le sens du bien commun en matière de culture. Bien plus, par leur inscription dans les luttes quotidiennes entre ces deux partis politiques, la figure de « l'ennemi » persiste à être perçue comme la norme de compétition dans la sphère politique (Marzona, 2012 ; Gruev, 2013). Comme le soutient l'un des enquêtés, dans cette logique, non seulement les droits revendiqués sont « fragiles » mais aussi, permettent d'introduire l'un ou l'autre des états des monuments concernés dans une quête de biens communs. Sous ce rapport donc, la volonté d'exister par les droits en question se fait aux dépens de « l'adversaire-ennemi ». Et cette façon de se structurer, en contribuant à la dégradation du bien commun qu'est la culture des monuments, ne manque sans cesse de détériorer les interactions autour d'eux. Il le confirme dans ces propos :

*« pour le « monument des martyrs » ça veut dire quoi ? Des gens ont donné leur vie pour sauver une nation. Les parents en voyant ce monument voient en cela la reconnaissance de la ville... D'autres viennent, détruisent ce symbole et veulent pas valoriser cette reconnaissance.*

*Ce n'est donc pas sûr que ceux qui ont détruit soient pardonnés ... Ils ont enlevé une partie de l'histoire de la ville, tué la vie de la ville, je veux dire (...) A cause de cela, les querelles intestines vont toujours être là. Quand on s'attaque à la culture de quelqu'un, c'est difficile de recoller les morceaux ». Extrait d'entretien avec Titrologue B.*

A partir de ces singularités, la gouvernance de la ville et sa cohésion restent entachées de conflits récurrents.

### 3.2. Les risques d'ordre technique

Les risques d'ordre technique concernent essentiellement les risques liés à la perte de patrimoine urbain (en matière de monuments sculptés) et les risques liés à la valorisation de pratiques « imparfaites » dans le renouvellement urbain.

Dans le premier cas de figure, il convient de dire que l'absence de consensus autour de l'édification des monuments a permis de rendre compte d'une politique d'embellissement qui a été « éphémère ». D'un marquage de la ville à l'autre, il en ressort une perte d'infrastructures qui a pris le sens d'un patrimoine perdu, notamment chez les sympathisants du FPI (Viaro, 1994). Le retrait des monuments a aussi dévoilé les luttes réciproques menées pour instituer les hiérarchies culturelles, politiques et identitaires de la ville. Celles-ci se passent essentiellement par son marquage qui est lui-même révélateur des différences sociales que recouvrent les luttes politiques d'une époque à une autre. Si ces hiérarchies sont communément reconnues pour leur capacité concurrentielle, elles sont plutôt valorisées dans les ressources communes qu'elles offrent à vivre. Il en est de même de la façon dont elles encadrent les droits respectifs proclamés dans la ville et le caractère contraignant ou abusif qui les met en exergue.

Avec cette perte en infrastructures, le problème de consensus autour de ces monuments se veut non seulement un indicateur de conflits permanents, mais aussi le principal outil qui a contribué à hypothéquer les certitudes liées à leur conservation. A défaut donc d'avoir obtenu des règles en ce sens, leur mépris fonctionne comme un repère de tri identitaire. Sa spécificité idéologique se trouve aussi bien dans le rapport à produire des identités fragmentées qu'instables. Elle permet également de rappeler la façon dont l'intégration au sein de la ville est perçue et vécue. Ainsi, au-delà des luttes d'appropriation du pouvoir, le rôle déterminant que devrait susciter ces monuments détruits est rappelé dans la production des valeurs de réconciliation, d'unité, de pardon et de tolérance. Dans ce prolongement, leur mise à l'écart est devenue une des règles permettant de faire valoir les droits des sympathisants du RDR, de réclamer une orientation différente de l'aménagement de la ville et y légitimer un nouvel ordre moral (Montabone, 2013). Dans cette ligne d'idées, cet enquête rappelle :

*« (...) concernant la démolition des monuments, il y a une perte négligeable du point de vue architectural car, le monument n'était pas pour montrer que la ville est entrée dans une nouvelle ère de démocratie. Ce n'était pas pour un intérêt général qu'il a été construit. Si le monument devait aider à la réconciliation, à briser la méfiance, à cicatriser les plaies, alors il y avait sa raison d'être. On devait redéfinir sa fonction et lui donner un aspect qui est tel que tout le monde s'y reconnaisse. Si on doit magnifier les martyrs, il faut que la version de l'histoire soit la même. On doit le faire pour la ville et non pour un groupe qui ne tient pas compte de toutes ces blessures...Le monument devait être au-delà des divergences politiques et traduire l'unité du peuple. C'est ce qui a manqué et on l'a détruit sans même aussi le restaurer. Ce n'est pas un exemple pour les futures générations. Il n'y a pas eu de sens du*

*pardon et de tolérance. Et cela ne rend pas compte du slogan du « vivre ensemble »» Extrait d'entretien avec R, un des membres jeunesse du RDR.*

Il ressort de ce verbatim que la démolition des monuments a été mobilisée comme une ressource pour redéfinir la qualité de l'espace urbain. A ce niveau, l'idée de la perte de patrimoine cache et perpétue les divergences de points de vue inclus dans les politiques de la ville. A travers ce témoignage ci-dessus, elle permet de réaffirmer les logiques liées à la demande de protection chez les sympathisants du RDR. L'innovation y est redéfinie comme un outil conflictuel. Elle incite à des relations stratégiques en pérennisant les frontières identitaires, les tendances aux conflits latents. Mieux, c'est par elle que s'activent d'une part, le contraste d'avec les précédentes formes esthétiques de la ville et d'autre part, les clivages politiques, les représentations liées à la production de barrières dans le marquage de l'espace géographique de la ville (Neyret, 2004).

En ce qui concerne la valorisation de pratiques imparfaites dans le renouvellement urbain, il est surtout question des pratiques telles que la marginalisation, l'exclusion, la discrimination et autres. Elles sont devenues par ricochet les signes déterminants de l'alternance politique dans la ville. C'est par elles aussi, que se dévoile la rupture des liens politiques entre les deux partis en conflit autour des monuments. Mieux, elles traduisent les modes de fonctionnement dictés par les familles politiques. En tant que ressources, lesdites pratiques contribuent plus ou moins à consolider leur position de pouvoir. Elles contribuent ainsi à rendre compte de la façon dont leurs actions liées aux tentatives de transformation ou aux logiques d'appropriation de la ville restent importantes. Appréciées spécialement en termes de changement de rapports socio-politiques, ces pratiques « imparfaites » ont un double rôle. En premier lieu, elles sont perçues comme le support de recadrage des simplifications qui envahissent à la fois la gouvernance de la ville et les luttes politiques liées à la valorisation de la citoyenneté. En deuxième lieu, c'est par elles que se saisit la grille évolutive de la fragilisation de la cohésion au sein de la ville.

Les données collectées ont permis de comprendre que l'évolution de l'une ou l'autre des transformations liées à la présence ou à la destruction des monuments s'accompagne de tensions. Provoquées au rythme des enjeux politiques, ces tensions sont investies soit pour enfermer l'adversaire politique dans des pratiques déloyales qui pèsent sur sa légitimité, soit pour l'exposer à des polémiques et le condamner à l'échec. Au plan urbain, elles cachent, par tradition, les relations conflictuelles impliquant à la fois, la figure de l'Etat ou celle du leader politique au pouvoir. Du point de vue du renouvellement urbain, de telles pratiques conduisent sans cesse à la perpétuation des risques de marginalisation, de domination visant essentiellement le dénigrement de groupes désavantagés, des croyances de ségrégation et « d'injustice » politique réciproque dans le réaménagement de la ville (De Oliveira et al, 2008 ; Bicini, 2016). C'est ce que traduit cet enquêté quand il déclare :

*« C'est le ressentiment, la jalousie. Ils ne se sentent pas dans le processus de reconstruction parce que ce n'est pas leur parti qui l'a fait. Ils ne considèrent pas que c'est les œuvres de leur parti. Ils pensent que s'il y a réussite, ce serait la victoire du leader au pouvoir. Donc, il faut toujours aller contre ou les détruire...C'est la même chose : quand le nouveau pouvoir a commencé à mettre en place d'autres infrastructures routières et que cela a commencé à se dégrader, ils ont commencé à dire vous n'avez pas dit vous pouvez ? Ils font ça pour décourager les électeurs et les emmener à changer de bord politique. C'est toujours la recherche de la majorité dans la ville. C'est une chaîne irresponsable qui entraîne une*

*opposition inconsciente(...) Il faut s'opposer pour s'opposer (...) Il faut toujours dire que les réalisations de l'autre ne sont pas bonnes afin qu'il n'ait pas une bonne renommée auprès des électeurs. Il faut le dénigrer, le rejeter, priver afin que le leader au pouvoir n'ait pas une bonne renommée. Ce qui n'est pas toujours bien pour le « vivre ensemble » » Extrait d'entretien avec Titrologue B.*

En réponse à la légitimité et à la reconnaissance acquise par l'ancien pouvoir dans la ville, la démolition des monuments a offert un modèle urbain avec des risques qui peuvent freiner ou « mettre à mal » l'intégration urbaine. Dans le renouvellement de la ville, se renforcent des types d'exclusion volontaires ou orchestrées, des formes de stigmatisation et de disqualification. Celles-ci sont d'ailleurs susceptibles de rendre toujours permanentes les oppositions autour de son contrôle, d'être assimilées à un mode de recomposition de la gouvernance de la ville.

### Discussion et Conclusion

En arrière-plan de la démolition des monuments, se dresse une diversité de droits revendiqués, de stratégies de contrôle identitaires et d'évolution de risques liés à l'appropriation de l'espace urbain abidjanais. Alors, une analyse sociologique de ces pratiques politiques et de leurs évolutions, les résistances suscitées pour ce faire permettent d'attester que la ville se renouvelle par des effets contraires et par imitation de modèles. D'un modèle à un autre, les droits, les expériences en son sein diffèrent. Partant de ce fait, les résultats de cette étude convergent vers ceux de Séchi (2016). Toutefois, ils restent divergents en matière de pérennisation des pratiques que cet auteur désigne sous la dénomination de « bonne pratique » dans le renouvellement urbain.

Cette recherche montre également que les conflits liés à l'usage de l'espace peuvent être transformés en des formes d'innovations territoriales. De ce point de vue, elle rappelle la manière dont, dans un contexte de transition politique, les pratiques identitaires viennent modifier les modes de légitimation sur l'espace urbain. En mobilisant les infrastructures identitaires comme ressources pour mettre en évidence les inégalités en matière d'intégration urbaine, le droit à la ville vise à consolider un ordre social, plus spécifiquement un ordre politique. Dans cette perspective, les résultats de cette étude rejoignent ceux des auteurs tels que Gilles (2014), Morange et Spire (2017).

Bien plus, les résultats de cette étude montrent comment les expressions du droit à la ville, à travers la démolition de monuments, contribuent à reproduire les positions sociales, les rapports de domination, les processus de marquage et d'appropriation de l'espace urbain. Ils permettent ainsi de reclasser les politiques de la ville, surtout celle menée au cours de la crise politique de 2000 à 2010 et celle en cours depuis la fin de la crise en 2011 comme inscrites dans des pratiques plus ou moins restrictives. Sous ce rapport, les droits dans la ville sont produits en fonction des enjeux de pouvoir. Dans le cas de cette étude, de tels enjeux rendent davantage visibles les différentes formes qu'ils revêtent et la façon dont les acteurs politiques s'en saisissent. En abordant ces questions, l'étude a des traits de similitude avec celles menées par Gasnier (2004), Veschambre (2009).

En somme, si l'on part de la pensée de Choay (1965, p. 16) selon laquelle un modèle urbain est une « image de la ville » à la fois « exemplaire » et « reproductible », on peut conclure que le droit à la ville par la démolition de monuments, non seulement produit une lecture innovante des oppositions dans le renouvellement de la ville mais aussi, entérine des

situations inégalitaires. Pour ce faire, le contexte dans lequel il est mené et les normes produites à ce propos n'ont pas du tout répondu aux attentes de la cohésion urbaine recherchée après la crise. La ville étant ainsi confrontée à cette façon de faire qui rend incertain le passage d'une adversité politique « rigide » à une cohabitation facilitée, il faudra alors repenser les logiques de sa modélisation afin que celles-ci répondent davantage à des aspirations durables.

### Bibliographie

Addi L., 1993, La notion d'autorité politique et l'idéologie étatique. Cahiers Internationaux de Sociologie, Presses Universitaires de France, vol. XCIV, 12 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00398834>

Banégas R., 2010, « La politique du « gbonhi ». Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d'Ivoire », Genèses 4 (n° 81), p. 25-44. <http://www.cairn.info/revue-geneses-2010-4-page-25.htm>

Barreyre P.Y et Bouche M., 1977, "Le désinvestissement stratégique dans l'entreprise", Direction et Gestion, n°3, mai, pp. 7-16

Bicini V., 2016, Le droit de l'urbanisme et la ségrégation urbaine. Droit. Université Côte d'Azur. Disponible sur <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01483766>

Borraz O., 2008, Les politiques du risque, Paris, Les Presses de Sciences Po

Cadiou C., 1989, « Un modèle descriptif du désinvestissement en France », Revue Française de Gestion, N° 75, septembre-octobre, pp. 41-54.

Célius C., 1998, « Le contrat social haïtien », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 10 | mis en ligne le 14 mars 2011, Disponible sur <http://journals.openedition.org/plc/542>

Choay F., 1965, *L'Urbanisme, utopie et réalité*, Paris : Seuil.

Costes L., 2010, « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et Scientifique ? », *Espaces et sociétés* /1 (n° 140-141), p. 177-191. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2010-1-page-177.htm>

De Oliveira P et als., 2008, « L'effet de la dominance sociale sur les idéologies de légitimation : le rôle modérateur de l'environnement normatif », Revue internationale de psychologie sociale , 4 (Tome 21), p. 115-150. <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-psychologiesociale-2008-4-page-115.htm>

Dessouroux C et als., 2009, « Embellissement sous surveillance : une géographie des politiques de réaménagement des espaces publics au centre de Bruxelles », Belgeo , 2 | , mis en ligne le 21 mai 2013, Disponible sur <http://belgeo.revues.org/7946>

Djidji Y., 2011, Destruction des monuments du régime Gbagbo: quel enjeu? <http://yehnidjidji.blogspot.com/2011/05/destruction-des-monuments-du-regime.html>

Fauve A et Gintrac C., 2009, « Production de l'espace urbain et mise en scène du pouvoir dans deux capitales « présidentielles » d'Asie Centrale », *L'Espace Politique* [En ligne], 8 | 2,



mis en ligne le 15 novembre 2009, Disponible sur <http://journals.openedition.org/espacepolitique/1376>

Gasnier A., 2004, « Requalification, réappropriation et urbanité », Travaux et documents de l'UMR 6590, Gregum - Université du Maine, Disponible sur [http://eso.cnrs.fr/\\_attachments/n-21-mars-2004-travaux-et-documents/gasnier.pdf?download=true](http://eso.cnrs.fr/_attachments/n-21-mars-2004-travaux-et-documents/gasnier.pdf?download=true)

Gauthier B., 2003, Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données, PUQ, - 619 pages

Giardinelli A., 2018 Le droit à la ville vu des quartiers populaires », Colloque, *Calenda*, Disponible sur <https://calenda.org/439298>

Gilles A., 2014, Partis politiques, ordre politique et activités électorales, In Les partis politiques dans la construction de la démocratie en Haïti, Sous la direction de Laennec Hurbon Avec la collaboration de Alain Gilles et Franklin Midy <https://www.idea.int/sites/default/files/publications/les-partis-politiques-dans-la-construction-haiti.pdf>

Ginisty K., 2018, De la justice sociale à la justice spatiale : un itinéraire interdisciplinaire pour penser les inégalités. In Recherche interdisciplinaire. Disponible sur <https://www.espacetemps.net/en/articles/de-justice-sociale-a-justice-spatiale/>

Gruev R., 2013, Construction de l'acteur « ennemi » et institution concentrationnaire : Étude comparative entre les camps de Rivesaltes (sous Vichy) et de Béléné (République populaire de Bulgarie). Thèse de doctorat en sociologie

Hippert D., 2011. Comment justifier les droits de l'homme ? Rainer Forst et le droit de justification. Disponible sur <http://www.laviedesidees.fr/Comment-justifier-les-droits-de-1.htm>

Houédin et Nguessan. , 2018, Les monuments sculptés de la ville d'Abidjan : de l'embellissement urbain à la lutte politique (2003-2013). Revue Dezan, n° 14, Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey Calavi, Cotonou

Houédin et N'guessan. , (à paraître), Des fondements idéologiques de la confrontation politique autour du «monument des martyrs» dans la ville d'Abidjan, Le Journal des Sciences Sociales, 2014, GIDIS, Abidjan

Houédin et als, ( à paraître), « Monument des martyrs » dans la ville d'Abidjan : de la reconnaissance urbaine à la légitimation politique (2002 à 2010), Revue Longbowou, Université de Kara, Togo

Kamaté B., 2014, Crises et créations plastiques en Côte d'Ivoire. In Le cahier des arts, revue d'arts et sciences de l'art, n° 3. Disponible sur <http://lecahierdesarts.com/wp-content/uploads/2017/04/Revue%203.pdf>

Konan D., 2015, Rénovation urbaine et destruction des monuments d'arts dans la ville d'Abidjan : cas du « monument des martyrs » à Adjamé et de la statue de la liberté à Yopougon. Mémoire de Master 1, pp1-61. Institut d'Ethnosociologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan

Lefebvre H., 1968, *Le Droit à la ville*. Economica-Anthropos (3e édition) 2009. Paris : Éditions du Seuil.

Livet P., 2012, « Normes sociales, normes morales, et modes de reconnaissance », *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle* /1 (Vol. 45), p. 51-66 Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-les-sciences-de-l-education-pour-l-erenouvelle-2012-1-page-51.htm>

Lopes D., 2016, Côte d'Ivoire, la voie étroite vers la réconciliation, Note d'Analyse du GRIP, Bruxelles. [https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2016/na\\_2016-06-17\\_fr\\_d-lopes\\_0.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/na_2016-06-17_fr_d-lopes_0.pdf)

Marzona A., 2012, « Pierre Conesa, La fabrication de l'ennemi, ou comment tuer avec sa conscience pour soi », *Revue historique des armées* [En ligne], 269 | 2012, mis en ligne le 12 novembre 2012, disponible sur <http://rha.revues.org/7594>

Montabone B., 2013, « Droit à la ville et contestation de l'ordre moral urbain en Turquie », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 10 octobre 2013, Disponible sur <http://journals.openedition.org/echogeo/13567>

Morange, M., et A. Spire. 2014. « Le droit à la ville est-il soluble au Sud ? » *Métropolitiques*, 5.

Morange M et Spire A., 2017, « Mise en ordre, mise aux normes et droit à la ville : perspectives croisées depuis les villes du Sud », *Métropoles* [En ligne], 21 | , mis en ligne le 08 novembre 2017, Disponible sur <http://journals.openedition.org/metropoles/5574>

Mourre M., 2016, « Le martyr, le mercenaire et le héros » : aborder l'histoire politique du Sénégal depuis la Seconde Guerre mondiale à travers les différentes figures de l'ancien combattant. Site de l'Atelier international des usages publics du passé Disponible sur <http://usagespublicsdupasse.ehess.fr/le-martyr-le-mercenaire-et-le-heros-aborder-lhistoire-politique-du>

Neyret R., 2004, « Du monument isolé au "tout patrimoine" », *Géocarrefour* , vol. 79/3. Consulté le 05 juillet 2017. Disponible sur <http://geocarrefour.revues.org/746>

Nicolas A et Zanetti T., 2014, « Usages de la mémoire dans les projets de renouvellement urbain. Le cas des espaces hérités de l'industrie française », in *Articulo - Journal of Urban Research*. Disponible sur <http://articulo.revues.org/2464>

Niyubahwe, A., 2007, « Désinvestissements et création de valeur : Analyse des facteurs explicatifs ». Presses Universitaires de Louvain, Belgique, 213p

Pasquet P., 2004, « Le désinvestissement : une stratégie légitime ? », *La Revue des Sciences de Gestion - Direction et Gestion des entreprises*, N° 207, pp.7-18.

Petit C., 2009, *Transformation urbaine, mobilisations collectives et processus de politisation : Le cas du projet de rénovation urbaine de Başibüyük (Istanbul)* Mémoire de recherche de Master 2 « Politiques Européennes » Parcours « Science Politique de l'Europe »

Peugny C., 2007, *La mobilité sociale descendante : l'épreuve du déclassement*. Sciences de l'Homme et Société. ENSAE ParisTech, Disponible sur <https://pastel.archives-ouvertes.fr/pastel-0000393>

Peyroux E., 2016, « Circulation des politiques urbaines et internationalisation des villes : la stratégie des relations internationales de Johannesburg », *EchoGéo* [En ligne], 36 | , mis en ligne le 30 juin 2016, Disponible sur <http://journals.openedition.org/echogeo/14623>

Pires, A., 1997, Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. In Dans J. Poupard, J.-P. Deslauriers, L.- H. Groulx, A. Laperrière, P. Mayer & A.P. Pirès, La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques, pp.113- 172. Boucherville : G. Morin. Disponible sur [http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires\\_alvaro/echantillonnage\\_recherche\\_qualitative/echantillon](http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires_alvaro/echantillonnage_recherche_qualitative/echantillon).

Prearo M., 2013, « L'espace du militantisme LGBT à l'épreuve des présidentielles », Genre, sexualité & société [En ligne], Hors-série n° 2, mis en ligne le 10 avril 2013. Disponible sur <http://journals.openedition.org/gss/2701>

Schaeffer J., 2013, Le risque de la perte. Angoisses et dépression au féminin. Dans G. Cabrol, M. Emmanuelli, F. Nayrou & H. Parat (Dir), La sexualité féminine (pp. 109-128). Paris: Presses Universitaires de France.

Sechi G., 2016, « Les dessous de la ville créative : Saint-Etienne, entre modèles théoriques et pratique », *EchoGéo*, 36 | Disponible sur <http://journals.openedition.org/echogeo/14624>

Sélimanovski C., 2009, « Effets de lieu et processus de disqualification sociale », Espace populations sociétés [En ligne] 1, mis en ligne le 01 février 2011, Disponible sur <http://journals.openedition.org/eps/3609>

Sentis P., 1999, « Pourquoi les décisions de désinvestissement créent de la valeur », *Revue Française de Gestion*, janvier-février, pp. 106-120

Spire A et als. , 2017, « Droit à la ville et remplacement dans les contextes autoritaires d'Addis-Abeba (Éthiopie) et de Lomé (Togo) », *Métropoles* [En ligne], 21, mis en ligne le 08 novembre 2017, Disponible sur <http://journals.openedition.org/metropoles/5508>

Szary A-L., 2011, « Identités collectives à la frontière », *Civilisations* [En ligne], 60-1 |, mis en ligne le 13 février 2015, Disponible sur <http://journals.openedition.org/civilisations/2896> ; DOI : 10.4000/civilisations.2896

Tia G., 2011, Profanation du monument des martyrs (Adjamé 220 Lgts) : Est-ce la fin du règne de Gbagbo ? Disponible sur <http://news.abidjan.net/h/390651.html>

Veschambre V., 2009, Dimension spatiale de la construction identitaire, patrimonialisation, appropriation et marquage de l'espace, sous la direction de pernette grand jean « construction identitaire et espace »

Viaro, M. A, 1994, A la recherche d'un patrimoine perdu : la politique de conservation à Singapour. Les Cahiers de la recherche architecturale, vol. 35/36, p. 153-170